
Haïti : la fin du citoyen et l'avènement de l'individu 2.0

Jean-Marie Théodat



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/18352>

DOI : 10.4000/echogeo.18352

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Jean-Marie Théodat, « Haïti : la fin du citoyen et l'avènement de l'individu 2.0 », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 20 janvier 2020, consulté le 23 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/18352> ; DOI : 10.4000/echogeo.18352

Ce document a été généré automatiquement le 23 janvier 2020.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Haïti : la fin du citoyen et l'avènement de l'individu 2.0

Jean-Marie Théodat

- 1 Point n'est besoin d'être grand clerc pour constater que Haïti va mal, très mal. Après une période de reprise en trompe-l'œil de l'activité économique, suite à la catastrophe de 2010, qui a duré à peine trois ans, grâce entre autres à l'aide internationale et à la générosité vénézuélienne. Le pays, maintenu sous perfusion par l'argent du PetroCaribe jusqu'en 2016, traverse de nouveau une crise à la fois complexe et profonde. Quel que soit l'aspect, l'échelle ou le paramètre retenus, la comparaison avec la Jamaïque et la République Dominicaine, les plus proches voisins, est toujours désavantageuse voire désobligeante pour Haïti. Alors que les deux pays voisins affichent une santé économique politique et sociale remarquable, Haïti fait face encore à des problèmes d'un autre âge. L'espérance de vie est respectivement de 80 ans, 76 ans, 74 ans et 63 ans, à Cuba, à la Jamaïque, en République Dominicaine et en Haïti. Cette différence de plus de dix ans entre Haïtiens et Dominicains en dit long sur le chemin parcouru par les autres nations et l'effort qu'il faudrait fournir par Haïti, pour seulement rester dans la course. La monnaie nationale a perdu la moitié de sa valeur par rapport au dollar en cinq ans. La production agricole est à l'agonie, lourdement grevée par une sécheresse exceptionnelle qui a vidé de son eau le lac de Péligre, l'électricité n'est plus distribuée qu'au... compte-goutte : à peine trois heures par jour dans la capitale. Les ordures ne sont ni collectées ni ramassées dans les villes, le tourisme est en berne et le secteur de la sous-traitance est suspendu aux menaces des parlementaires d'augmenter sans concertation les tarifs des ouvriers, faisant craindre une fermeture imminente des usines. Comble d'infortune, depuis la fin de la mission des Nations Unies (MINUSTAH), en octobre 2017, l'insécurité est repartie en flèche, créant un sentiment de panique dans certains quartiers de la capitale.
- 2 Cette situation n'est pas nouvelle, mais dénote un enfoncement dans la fosse dont on croyait avoir atteint les limites. Le pays est tellement habitué à être le dernier en tout que les hommes politiques ne s'embarrassent même plus de promesse de développement, ni le peuple ne se hasarde à y croire, tant les jeunes (70 % de la

population a moins de 30 ans) sont désabusés par la façon dont sont gérées les affaires publiques depuis déjà longtemps. Ainsi, l'espoir se porte sur des substituts à la technique de salut que constituerait la recherche d'un emploi : le sport, la prière, le sexe et le rêve d'un visa pour les États-Unis d'Amérique ou tout autre « ailleurs ».

- 3 Cependant, un vent nouveau semble souffler dans les rues de la capitale et dans les villes de province, une nouvelle tendance semble prendre forme qui tend à faire de la mobilisation sur les réseaux sociaux, de l'occupation de la place publique et de l'émeute un mode permanent d'expression de l'insatisfaction sociale.
- 4 S'il est toujours délicat d'analyser à chaud les événements et d'en tirer des conclusions, il reste à comprendre du moins ce qui se passe à défaut de pouvoir prédire ce qui se prépare. Les troubles qui agitent la scène politique haïtienne, par leur récurrence, leur niveau de violence, témoignent d'une dialectique nouvelle où il importe de reconnaître les motifs qui mettent aux prises les protagonistes et la nouveauté des outils utilisés, afin de comprendre les enjeux réels derrière les agissements des uns et des autres. Il importe de dire de quoi cette agitation est le nom.

Les faits d'abord

- 5 De Kiev au Caire, d'Istanbul à Bagdad, de Santiago du Chili à La Paz, de Khartoum à Managua, en passant par Beyrouth et Téhéran, de nouveaux mouvements de contestation agitent les grandes métropoles du Nord et du Sud, en proie à des mutations économiques et culturelles qui soumettent à rude épreuve les catégories les plus vulnérables. Dans un contexte de compétition accrue entre les acteurs économiques, à grande échelle, au niveau des marchés locaux soumis à l'inflation, à petite échelle, eu égard à la dégradation des termes de l'échange pour les pays exportateurs de biens non transformés, les soulèvements récents se caractérisent par une remise en question fondamentale du modèle de société et la revendication de voies alternatives qui garantissent une meilleure répartition des biens et des richesses entre les différentes catégories de la population. Mais de quelles « catégories » s'agit-il ? Il ne s'agit plus tout simplement de la « classe » opprimée dans son acception la plus large. Les motifs d'insatisfaction ne se limitent pas à une revendication sur les salaires et le partage des richesses. Cela touche désormais à un profil protéiforme de personnes de tous les âges, de tous les sexes, dont le sentiment de dignité non respectée est partagé par une frange de plus en plus importante de la société. Cette catégorie se sent mise à l'écart, oubliée dans les comptes publics comme invisibles dans les compteurs de l'État. Et ce sentiment nourrit une insatisfaction qui s'exprime de façon telle que les courroies traditionnelles de transmission de la colère populaire (les syndicats, les associations, etc.) sont dépassées. C'est alors directement dans la rue, sur les places publiques devenues enjeux de la lutte pour occuper les lieux symboliques de la représentation nationale, et sur les réseaux sociaux que se met en scène la contestation.
- 6 À première vue, ces mouvements ont abouti à des changements de régime (Ukraine, Soudan, Algérie, Bolivie) pour certains, à des échecs pour la plupart, car ni à Téhéran, ni à Bagdad, ni à Alger, ni à Port-au-Prince, il n'y a pas eu de grand soir, ni de révolution. Tout juste quelques renversements de tables et des bris symboliques pour dire que cette génération a eu son heure de gloire, mais rien de plus. Les régimes autoritaires se sont maintenus au pouvoir et entendent dicter les règles de sortie d'une crise dont ils sont eux-mêmes la cause.

- 7 Une lecture transversale des différents mouvements sociaux de masse (à partir du début des années 2000, des manifestations des Indignés de la planète, partis d'Espagne et d'Italie, et qui ont de là ont gagné la terre entière) fait apparaître une diversité de causes et de motifs de soulèvement, mais une singulière convergence dans les modes d'expression et la commune hostilité au « système ». Toutes religions confondues, toutes cultures mises à part, et malgré la diversité des langues, les réseaux sociaux réalisent cette tribune virtuelle où les « damnés de la terre » se regardent et se confortent dans l'esprit d'une résistance à un modèle dominant qui est celui de l'État central, réputé faible et loin du citoyen.
- 8 Par leur caractère spontané et leur exposition sur les réseaux sociaux qui leur donne une résonance immédiate, les actes de rébellion contre l'ordre établi fascinent et acquièrent une autre signification une fois diffusés sur le net, devenu un autre front dans la lutte symbolique que se livrent les protagonistes de la lutte des classes. C'est ainsi que les combats des uns deviennent la cause de tout le monde à travers la toile.
- 9 Dans le cas de la crise en Haïti, il s'agit, comme dans une tragédie classique, d'une progression en quatre actes, avec une intensité dramatique qui augmente jusqu'au dénouement final qui révélerait le nœud de l'intrigue et dévoile l'énigme de la pièce.
- 10 **Le premier acte** s'ouvre le 6 juillet 2018 : c'est l'exposition du décor et du motif de la représentation globale. La scène est sombre et l'atmosphère est grave. Le pays tout entier est alors dans un état de détresse économique et sociale due à plusieurs facteurs s : la fin de la manne PetroCaribe, le départ en octobre 2017 de la MINUSTAH qui représentait une entrée non négligeable de devises dans le pays, et la sécheresse exceptionnelle de l'année 2018, entraînant une disette sensible dans les catégories les plus humbles de la population. Le fond de la scène est occupé par une procession en ombres chinoises de jeunes des deux sexes qui défilent sur une passerelle, en partance pour l'Argentine, le Chili ou le Brésil. Les espoirs de reprise fondés sur la mobilisation humanitaire et l'aide internationale ayant fait long feu, les plus jeunes, les plus diplômés, les moins désespérés surtout, s'expatrient les premiers, avec l'espoir de ne plus jamais revenir. 500 000 résident déjà dans les pays du cône Sud. Il y aurait plus de 170 000 jeunes Haïtiens, titulaires à plus de 70% du bac, résidant au Chili. L'équivalent d'une promotion entière de nouveaux bacheliers produits chaque année dans le pays
- 11 En fond sonore, on distingue une clameur houleuse : celle des manifestations qui se tiennent depuis bientôt quatre ans, toutes les semaines dans le centre de la capitale, dans le quartier des universités, et de La Saline à Pétion-Ville, chaque fois que l'opposition radicale décide de montrer ses forces. Depuis 2018, ces manifestations ont pris une ampleur sans précédent avec l'entrée en lice des PetroChallengers qui demandent des comptes sur l'usage des fonds avancés par le Venezuela, de 2018 à 2016, pour aider le pays à se développer.
- 12 Sur ce fond de misère sociale et de désenchantement populaire, entre brusquement en scène l'élément qui crée le drame, l'événement inattendu qui jouera le rôle d'étincelle dans le baril de poudre qu'était devenu le pays depuis quelques années. C'est l'annonce de la hausse du prix de l'essence et du carburant le 6 juillet 2018. La décision produit alors, d'abord sur les réseaux sociaux, puis sur les ondes des radios et à la télé, un mouvement de panique qui se répand aussitôt au pays tout entier. En ce sens la technologie a joué un rôle capital dans la spontanéité des réactions et la massivité de la réponse populaire aussitôt descendue dans les rues pour exprimer son mécontentement.

- 13 Ce vent de révolte met dans les rues les plus timorés et provoque des saccages de magasins, des violences contre les automobilistes dans à peu près tous les quartiers de la capitale et des principales villes de province. Pendant trois jours, on croit le pays au bord de la guerre civile et le pouvoir sur le point de céder sous la pression de la rue.
- 14 Les barricades en feu occupées par des jeunes gens déterminés à renverser le pouvoir ont fini par être déblayées et la circulation a pu reprendre tant bien que mal au bout de trois ou quatre jours. Mais durant toute cette période, on reste frappé par le silence du gouvernement et l'absence de préparation des autorités quant à l'ampleur du soulèvement. Finalement le gouvernement décide de faire machine arrière et de retirer la décision de hausse du prix du carburant.
- 15 Il s'agissait seulement, à l'époque, de protester contre l'annonce (en plein match de football, à un moment où les esprits sont occupés par la ferveur de la coupe du monde en Russie) d'une hausse subite et importante du prix du carburant. La violence inouïe de la mobilisation a donné des idées à certains leaders qui ont cru le moment venu de porter l'estocade au gouvernement en décrétant une mobilisation permanente ponctuée par les grandes dates du calendrier républicain. Cette gauche radicale a justifié les actes de pillages et les violences commises pendant les journées de juillet. Dans la foulée, elle appelle de son côté au renversement violent du pouvoir.
- 16 Malgré la chute de certaines têtes au sommet de l'État et l'éviction des présumés responsables de la décision de hausse brutale du prix du gaz, la rue reste insatisfaite. Un nouveau Premier Ministre est nommé qui promet de nettoyer les écuries d'Augias et de mettre de l'ordre dans les finances publiques. Le gouvernement de Jean-Henry Céant apparaît comme la solution de la dernière chance offerte à un régime aux abois.
- 17 **Le deuxième acte** commence le 17 octobre 2018, avec la manifestation pour exiger des comptes sur l'utilisation des fonds PetroCaribe. Durant les jours et les semaines précédant le 17 octobre censé être le jour de commémoration de l'assassinat en 1806 de Dessalines, le Père de la Nation, une intense campagne médiatique avait été déployée. Certaines personnalités du gouvernement, ancien et passé, des parlementaires sont nommément mis en cause par la publication du rapport de la commission parlementaire chargée d'établir les responsabilités dans la dilapidation des fonds publics.
- 18 D'un côté les PetroChallengers appellent à manifester pacifiquement dans un esprit de résistance collective et de renforcement des institutions mises à mal par la corruption ambiante. Cette démarche citoyenne s'inscrit dans une dynamique républicaine, respectueuse de l'ordre public, mais déterminée à faire entendre la voix d'une catégorie de citoyens plus diplômés que la moyenne, mais qui reprochent à la génération des aînés son échec global dans la gestion du pays. Pour cette tendance, l'appel à manifester le 17 octobre (jour consacré au souvenir de l'Empereur Dessalines, qui proclama l'indépendance du pays en 1804) devait être l'affirmation d'une dignité retrouvée.
- 19 D'un autre côté, les tenants d'une opposition radicale ont appelé à l'insurrection violente et à la mise à sac des biens jusqu'à rémission du gouvernement.
- 20 À cette occasion, la délégation présidentielle venue déposer une gerbe commémorative sur la stèle de l'empereur assassiné essuie des jets de pierre et de bouteilles. Les manifestants menacent d'aller piller les beaux quartiers de Pétion-Ville. Il s'agit d'un moment symboliquement fort, car pour la première fois, le cortège présidentiel est la

cible directe d'un mouvement populaire. Un garde du corps du président est même blessé par un jet de pierre. Par cet acte, nous franchissons le seuil fatidique de l'atteinte aux symboles sacrés de la République. La cérémonie officielle au monument de l'empereur Dessalines, au Pont-Rouge, qui aurait pu être le moment d'un recueillement œcuménique et non partisan, s'est transformé en nouvelle arène dans la tradition désormais établie des manifestations intempestives pour troubler la célébration des moments importants de la vie nationale. Il s'agit d'une progression dans l'ordre de la dramatisation de la scène politique et de l'approfondissement du fossé entre le pouvoir et la société. Après s'être attaqué au pouvoir lui-même, ce sont les symboles de l'État qui sont menacés dans une logique de rejet radical de toute forme de compromis avec le système.

- 21 **Le troisième acte** commence le 18 novembre 2018, date où le pays célèbre la bataille de Vertières, devenue comme tous les éléments du calendrier républicain, une étape de la lutte en vue de renverser le régime. Ce 18 novembre 2018 aurait pu être une date également mémorable de notre histoire Mais il y a eu choc entre les deux logiques à l'œuvre dans la lutte.
- 22 En effet le propre du défi PetroCaribe était d'être un mouvement intelligent, sans maître, parti de la société civile et qui devait demander des comptes, sur un mode non-violent aux administrateurs, présents et passés. Cela devait être une mobilisation éthique, pour exiger des comptes à ceux qui avaient pour mission de gérer les biens publics et dont il apparaît qu'il y a eu mésusage à des fins privées. C'était en quelque sorte la réponse au voisin Dominicain dont la Marche Verte, en avril 2018, à Santo Domingo, avait impressionné le monde par sa détermination et son calme. Signe d'une démocratie apaisée et sûre de ses principes. Le message était clair : ce peuple veut la paix, mais pas au prix de la corruption et de l'impunité. Ce peuple veut travailler dans la discipline, mais pas au prix du silence face à l'inégalité des richesses. Une jeunesse motivée et éduquée, celle qui refuse de partir au Chili, s'apprêtait à descendre de nouveau dans les rues. Des professeurs, des cadres, des citoyens honnêtes s'étaient donné rendez-vous pour exprimer leur attachement à des principes républicains...
- 23 Mais l'opposition extraparlamentaire lança un tout autre mot d'ordre. Elle appela à l'insurrection, avec des insinuations racistes contre les mulâtres, et des appels à rester à la maison qui ont fait reculer les plus déterminés. Certains politiciens, munis d'un calendrier bien précis, se sont emparés du micro et ont détourné l'attention du public. Ils ont voulu prendre le train en marche, mais comme la direction suivie ne conduisait pas à leur destination, le pouvoir : ils l'ont fait dérailler. La marche qui aurait dû être pacifique et solennelle, comme à Santo Domingo en avril 2018, a été dévoyée en appel à l'insurrection. Le résultat fut une débandade générale et sanglante. Au lieu de la marche merveilleuse qui aurait pu édifier le monde et faire trembler le pouvoir, cela n'a fait que le consolider et lui donner une occasion de réprimer davantage.
- 24 Les troubles empêchent le président d'aller déposer symboliquement sa gerbe devant le monument aux héros de Vertières (dernière bataille de la guerre de l'indépendance, le 18 novembre 1803) envahi par les partisans de l'opposition. Ce troisième acte participe également de l'affirmation d'un rejet de l'ordre institutionnel qui atteint également la dignité de l'État, incapable de sauver le décorum de la liturgie républicaine tellement importante pour édifier les foules.
- 25 **Le quatrième et dernier acte** commence le 7 février 2019, et continue sous nos yeux, car il constitue le point d'orgue où devait nous conduire cette intrigue : la fin du

citoyen et l'avènement de l'individu 2.0. La fin de la révolution raisonnée et l'avènement de l'agitation permanente. La modalité de la lutte a changé, mais ses objectifs restent les mêmes : l'aspiration à l'idéal républicain de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

- 26 À la date anniversaire de la chute du régime des Duvalier, une nouvelle mobilisation de l'opposition radicale entraîne la paralysie des secteurs clés de l'économie. Durant deux semaines le pays tout entier fait l'expérience de l'apnée totale des institutions en dehors des secteurs vitaux. Une grève générale est décrétée par les principaux syndicats de transports qui sont le fer de lance du mouvement. En effet, les chauffeurs de *taptap* (taxi collectif) sont les premiers touchés par la hausse du prix du carburant. Comme de surcroît ce sont eux qui transportent les travailleurs qui font tourner les secteurs clés de l'économie, leur débrayage est de nature à faire plier les décisions. Mais il n'en fut rien.
- 27 Depuis le mois de septembre 2019, un nouvel épisode de *Peyi Lòk* (littéralement, pays fermé), marqué par l'érection de barricades et la multiplication des manifestations violentes est venu aggraver la situation. Dans le centre-ville, la guerre des gangs paralyse l'économie depuis plusieurs mois, obligeant à la fermeture des écoles. Le président Jovenel Moïse et son régime peuvent compter sur l'appui des États-Unis et la fidélité d'une force de Police entraînée et efficace. La stratégie de la révolution spontanée par la confrontation violente avec le pouvoir se révèle un mauvais calcul. Il n'y a plus de rencontres où se confrontent les idées, ni de meetings où les protestations s'expriment de façon articulée et sensée. La radio qui a joué un rôle essentiel dans la mobilisation populaire des années 1980 a perdu son prestige au profit des réseaux sociaux dont la résonance est immédiate et l'effet perceptible dans les derniers replis du territoire national. Plus de 50 % de la population est équipée d'un téléphone portable dont la moitié d'un smartphone en 2019. L'Église qui autrefois a servi de tribune à la voix des plus humbles, est elle-même compromise par la dérive populiste et autoritaire de son représentant le plus illustre au pouvoir, en la personne de Jean-Bertrand Aristide, elle se limite à un rôle de facilitatrice du dialogue entre le pouvoir et l'opposition, donc neutre face à la dérive autoritaire du régime. Même lâché par le patronat, le régime continue de défier les lois de l'instabilité chronique du pouvoir en Haïti. Faute d'une armée qui aurait pu jouer le rôle de dernier et possible recours, il n'y a aucune force capable de donner le change à la police chargée de maintenir le régime en place. À pouvoir faible, opposition en miette. La situation reste inchangée et la population insatisfaite. L'incapacité au changement est aussi une catégorie de la faiblesse du pouvoir et une caractéristique de la faillite de l'État.
- 28 Les appels à l'insurrection générale non suivis d'effets ont jeté sur les leaders de l'opposition un discrédit qui ressemble au désenchantement éprouvé vis-à-vis du pouvoir lui-même. Les tweets et les alertes, s'ils sont capables de faire scandale sur les réseaux sociaux ne suffisent pas à mettre les foules dans les rues ni à faire tomber les régimes. La mobilisation par les réseaux sociaux permet de maintenir les consciences en éveil comme elle peut les paralyser dans une sorte de satisfaction subliminale de l'agitation à distance, sans conséquence, surtout si la répression est brutale.

Interprétation

Les protagonistes

- 29 Les protagonistes, autrement dit les acteurs sociaux sont les mêmes. Mais le contenu de la lutte et les modes d'expression ont changé. Il y a deux dialectiques à l'œuvre dans cette lutte. L'une est ancienne et participe de la lutte des classes sur le modèle marxiste. Le capital et la rente dans leur tentative d'extorquer la plus-value condamnent à une existence misérable une masse de plus en plus nombreuse et plus en plus pauvre dans un pays où les investissements étrangers ou nationaux sont rares. Jamais les classes aisées ne se sont senties une quelconque empathie avec la masse considérée comme ataviquement analphabète et arriérée. *Moun sa yo*, (cette engeance), faisait partie du pays en-dehors et n'avait « pas besoin » qu'on les éduque, qu'on les vaccine et prépare à exercer un autre emploi que le travail de la terre. Historiquement la mention « paysan » a disparu seulement à la fin des années 1990 des actes de naissance des jeunes Haïtiens nés à la campagne et qui, si le code rural était appliqué dans sa rigueur, devraient résider à la campagne, sauf à pouvoir justifier de talents ou de métiers qui justifient leur présence en ville. Au moment où dans le reste de l'Amérique latine progressiste, positiviste et moderniste, les élites urbaines promouvaient une éducation populaire sur le modèle français de l'école gratuite obligatoire et laïque, Haïti fit le choix d'une éducation d'élite, payante et congréganiste. Certes un réseau d'écoles nationales a permis de donner le change aux apparences, mais jamais un investissement conséquent n'a été consenti pour doter le pays de cette éducation de masse qui fasse la différence avec les communautés rurales analphabètes qui constituent encore la majeure partie de la population. Haïti continue d'avoir le taux le plus élevé d'analphabètes, la mortalité infantile la plus élevée (75 pour mille) et la morbidité générale de la population la plus importante de tous les pays de la zone Caraïbe. Les standards sont ceux d'États en guerre rendus incapables d'assister la population dans les conditions normales de la vie civile.
- 30 C'est contre la persistance de ces inégalités-là que se sont soulevés les jeunes gens de la classe moyenne et des quartiers les plus pauvres de la capitale, et c'est contre elles qu'ils maintiennent la pression sur les barricades et dans les rues, n'hésitant pas à caillasser les automobilistes et à rançonner les piétons. Dans cette dialectique de classe, les motivations sont sociales avec un souci de survie individuelle. Chacun pour soi. En l'absence d'instances de médiation (syndicats, églises, qui auraient pu canaliser cette violence), elle s'exprime à cru dans les manifestations et donne l'impression parfois d'un bain de sang imminent. Mais il s'agit toujours d'actes isolés, d'agressions ciblées, même si les dérapages sont forcément faciles dans ce genre de situation. Le pillage de certains magasins et dépôts révèle, si besoin était, que le soulèvement était d'abord une réaction à la hausse du prix des produits de première nécessité face à la dégradation des conditions économiques depuis deux ou trois ans. Les émeutes de juillet 2018 étaient typiquement des émeutes de la faim, motivée par une incapacité chronique de la population à joindre les deux bouts. Toute l'économie est, depuis lors, au ralenti. Les restaurants, les hôtels, les appartements du parc immobilier locatif sont vides et le chaland se fait de plus en plus rare dans les boutiques autres que les débits de produits de première nécessité.

- 31 D'un autre point de vue, cette dialectique prend aujourd'hui la forme d'un rejet radical du système et d'une contestation de la démocratie parlementaire qui a échoué à répondre aux aspirations du peuple. Ce sont de nouvelles tendances autoritaires qui participent de la survivance d'anciens rhizomes de combats non totalement résolus et dont les racines remontent aux origines de la République. Pour paraphraser Gérard Barthélémy, il faudrait distinguer entre une dynamique créole qui a historiquement échoué à bâtir un État de droit sur le modèle occidental, et de l'autre une dynamique asociale, non intégrée qui n'a jamais cru dans les promesses de la société antiesclavagiste et qui a pris dès le départ le pli de la rébellion, y compris par des moyens violents contre le projet d'État bourgeois au service d'une bourgeoisie comprador.
- 32 La réponse à cette impasse sur le plan politique et social est une mobilité accrue. Cela se traduit par un double exode de la population. D'un côté une émigration vers l'étranger, dirigée en continu vers les destinations traditionnelles (Amérique du Nord, République dominicaine) et de plus en plus vers de nouvelles destinations comme le Chili ou le Brésil. De l'autre côté, la population est sujette à un exode rural persistant, nourri par le maintien de taux de natalités élevés dans les campagnes et la dégradation continue de la condition paysanne. Avec une taille moyenne des exploitations paysannes inférieure à 0,5 hectare, et une taille moyenne des foyers évaluée à six personnes, c'est notoirement insuffisant pour faire vivre une famille. Dans ce cas, l'exode rural devient inévitable, en l'absence de moyens d'intensification de la production soit en capital, soit en moyens matériels. De sorte que la majeure partie des habitants des faubourgs de la capitale sont soit des néocitadins, soit des « deuxième génération », fils de migrants ruraux qui n'ont pas véritablement trouvé leur place dans la jungle urbaine où la misère les a précipités. Les vieux habitants des quartiers centraux sont soit partis s'installer ailleurs, soit à l'étranger, soit sont morts. L'espérance de vie moyenne à la naissance des Haïtiens.e.s est limitée à 62 ans (2017). Dans les manifestations et sur les barricades, on aperçoit surtout un profil de jeunes gens, entre 15 et 35 ans, au chômage, mais surtout ayant perdu tout espoir de trouver de l'emploi un jour. Cette catégorie sociale est la première affectée par les hausses du prix du carburant et des produits de première nécessité. Mais c'est aussi le fief de certains partis politiques qui y ont établi des « bases » qui forment une armée dormante de manifestants.

Le rapport de force

- 33 Cette crise ne doit pas être analysée sans un regard oblique vers ce qui se passe ailleurs dans le monde et qui participe du même désenchantement d'une jeunesse souvent désœuvrée, en quête de valeurs et qui se rend compte soudain que ses conditions de vie sont pires que celles de la génération précédente et que tous les sacrifices consentis pour acquérir une éducation et apprendre un métier ne suffisent pas à garantir un emploi correct.
- 34 Ces jeunes ne sont inspirés par aucune idéologie et leur motivation principale est la survie. Ils ont déjà fait l'expérience du chômage, de la misère et parfois même de la prison. Ils n'ont « rien à gagner, rien à perdre, même pas la vie » comme le dit le jeune Slimane dans la chanson de Renaud.
- 35 La peur a changé de camp. Cette jeunesse n'est plus réfrénée par la peur de la répression, ou plutôt, l'État a été discrédité dans la possession et l'usage de la violence

qui apparaît de moins en moins légitime. Les forces de Police ne peuvent plus réprimer aveuglément comme avant. Il n'y a plus de forces armées pour provoquer un bain de sang comme en 1987, lors des premières élections libres de la période post Duvalier, à la ruelle Vaillant. La diffusion planétaire des images des manifestations et la réprobation qui s'en suivrait incline à plus de modération dans l'usage de la force dans la plupart des pays du monde où le régime est encore de type républicain. Même en France il y a des lois qui encadrent l'usage de la violence par les policiers face aux Gilets jaunes. Le pouvoir, dans son concept républicain, est sans défense désormais face à un déferlement de violence de la part des insatisfaits de tous bords, qui au nom de la démocratie directe et de la révolution permanente, récusent le consensus habituel et le respect du calendrier électoral.

- 36 La politique traditionnelle, faite de rendez-vous électoraux et de convocations aux comices semble ne plus correspondre aux aspirations d'une frange de la population qui est trop démunie sans doute pour comprendre les subtilités du suffrage universel à un ou deux tours et l'obligation de respecter les échéances calendaires. Autrefois, les élus étaient assurés de finir leur mandat dans un fauteuil. Désormais, le résultat d'un vote peut être contesté dans la rue selon des méthodes et des actions à la fois violentes et spectaculaires qui légitiment tacitement la cause. La dilution des responsabilités publiques et l'absence de l'État dans les quartiers les plus pauvres ont eu pour conséquence le développement d'une contre-culture qui emprunte aux formes de luttes et de revendication des modèles les plus violents.
- 37 Nous aboutissons à une inversion des valeurs républicaines : ce sont les gangs qui protègent la population contre les incursions de la police considérée comme une force ennemie. Mais comme les gangsters ne sont nullement de gentils robins mais des individus violents qui ont pris le chemin le plus court pour non pas redistribuer, mais devenir riches, ils rançonnent tout le monde.
- 38 Ce qui frappe, enfin, c'est l'extrême jeunesse des émeutiers, leur absence de peur par rapport aux forces de l'ordre et le discours radical qui accompagne leurs attaques. Ils sont au fait des agitations similaires qui affectent les vieilles démocraties occidentales en profonde crise économique et sociale. Les Gilets Jaunes de Paris, dont le début de l'épopée a coïncidé avec le 17 octobre 2018, constituent bien sûr une référence implicite qui oblige à analyser les deux scènes avec un regard oblique vice versa. Il y a quelque chose d'inédit dans cette mobilisation radicale. Ce ne sont pas des travailleurs, ni des artisans, comme dans le schéma classique de la dialectique marxiste. Ce sont des individus qui appartiennent à une catégorie de déçus de la modernité et de l'État de droit qui n'a rien apporté de concret dans le quotidien. Ce sont parfois des professionnels du secteur informel obligés d'habiter dans un bidonville à cause de la carence des logements dans le secteur formel, ou souvent trop chers. Assignée aux faubourgs et à l'insalubrité des bidonvilles, la majorité de la population vit une situation de frustration extrême. On considère que dans la capitale, à peine 30 % de la population est raccordée au réseau formel d'électricité et d'eau de leurs régions respectives. Dans ces conditions, chacun est obligé de pourvoir par ses propres moyens aux commodités qui en principe relèvent de la gouvernance globale : pour l'eau, le gaz, l'électricité, la gestion des ordures, l'assainissement et la sécurité des quartiers, il y a longtemps que ce sont les particuliers qui se débrouillent seuls pour trouver des solutions. Celles-ci se révèlent plus coûteuses que si on avait eu recours à des infrastructures ou des interventions collectives.

- 39 Le résultat final est une société en miette, une atomisation du corps social et la polarisation du territoire par des gangs qui s'arrogent le droit de lever des taxes et de percevoir des dîmes sur les civils dans les bidonvilles et les quartiers insalubres où la police ne se hasarde plus. Ces gangs opèrent comme un poisson dans l'eau dans les faubourgs miséreux et leurs chefs jouent le rôle de justiciers auprès des voisins qui les considèrent comme des héros. JeanSony, Alias Tije, Arnel Joseph, Barbecue, entre autres, sont passés maîtres dans l'art de déjouer la traque des policiers grâce aux technologies de l'information et de la communication par lesquelles ils diffusent leur message de défi et s'attirent une gloire éphémère auprès d'une jeunesse en quête de repères qui y trouve une figure de héros valable d'admiration. C'est la rencontre entre cette logique individualiste et les TIC qui donne naissance à cet individu 2.0 dont il est question ici et qui rend nécessaire de penser la crise haïtienne dans une perspective globale qui intègre les éléments d'une usure globale de la démocratie. Celle-ci est vue de moins en moins comme un mode de régulation de la compétition entre les classes sociales qui y voient de moins en moins une référence sacrée. Comme en Haïti, la tentation d'un virage vers des formes plus autoritaires de pouvoir ou d'exercice de la démocratie directe est une des formes récurrentes de la contestation en France, en Italie, aux USA, en Angleterre, en Pologne ; partout où l'expérience de l'exercice du pouvoir par des gouvernements élus censés aplanir les inégalités inhérentes au système capitaliste, a été un échec. C'est ce que les sociologues Marc Lazar et Ilvo Diamanti (2018) appellent la *popolocrazia*, autrement dit le populisme, qui remet en cause les règles du jeu de la démocratie représentative et préconise un contrôle plus direct du peuple sur le pouvoir. Cette tendance a recours plus volontiers aux réseaux sociaux pour diffuser ses idées et se passe du rôle d'intermédiaire des partis et des syndicats traditionnels. Ce sont des mouvements acéphaliques, dont l'efficacité repose sur l'absence d'un chef incontesté et la méfiance par rapport à toute forme de récupération par les urnes du mouvement. Mais cette efficacité à contester la machine ne débouche pas pour autant sur la formulation d'un projet alternatif. Le discrédit des partis traditionnels, la fin des idéologies et la méfiance vis-à-vis des chefs ont donné lieu à un émiettement des formes de la lutte et une appropriation individuelle des motifs de combat. Ce n'est pas la guerre de tous contre tous, mais de chacun à part soi contre un système global qui exclue et tend à marginaliser l'individu devenu le sujet principal de sa propre lutte.
- 40 Cette dilution des consciences dans une grogne diffuse que ne canalisent plus les partis est le résultat de l'effondrement des idéologies de gauche et de l'espoir d'une amélioration par le capitalisme des inégalités inhérentes au marché. Cette grogne diffuse ne suffit plus à faire tomber les régimes lorsque l'alternative à la logique libérale manque de consistance et ne propose aucune issue à la crise globale de la société. Dans l'incertitude que représente la nébuleuse d'une opposition réduite à des groupuscules partisans, la majorité silencieuse de la population préfère encore voir se maintenir au pouvoir un régime certes affaibli par les manifestations quotidiennes, mais qui assure une façade de légitimité formelle à des régimes dont les divers attributs sont partis en lambeaux au fil des années. Aussi, la révolution ne peut-elle se résumer dans de telles situation à un changement de régime ou constitution, mais à une révision en bloc du fait même de gouverner car il s'agit rien moins que de réinventer la République dans un contexte de ruine de ses attributs les plus sacrés : la Liberté contrainte par la force, l'Égalité démentie par le décalage extrême des richesses, la Fraternité déniée par les discriminations qui ont cours entre les personnes.

BIBLIOGRAPHIE

- Barthélémy G., 1990. *L'univers rural haïtien. Le pays en-dehors*. Paris, L'Harmattan, 192 p.
- Chaléard J.-L. (dir.), 2014. *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries ?* Paris, Karthala, 441 p.
- Châtaignier J.-M., Magro H. (dir.), 2007. *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris, Éditions Karthala, 567 p.
- Clastres P., 1974. *La société contre l'État*. Paris, Éditions de Minuit, 192 p.
- Croix-Rouge Internationale, 2014. *World Disasters Report. Focus on culture and risk*. <https://media.ifrc.org/ifrc/document/wdr-2014/>
- EMMUS, 2014. *Enquête sur la Mortalité, la Morbidité et l'Utilisation des Services*. Port-au-Prince.
- Fabiani J.-L., Theys J. (dir.), 1987. *La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques*. Paris, Presses de l'ENS, 674 p.
- Lamaute E., [1939] 1999. *Le vieux Port-au-Prince. Une tranche de la vie haïtienne*. Illustré. Port-au-Prince, Éditions Henri Deschamps.
- Lazar M., Diamanti I., 2018. *Popolocrazia. La metamorfosi delle nostre democrazie*. Laterza, 176 p.
- Prépetit C., 2011. *La menace sismique en Haïti. Hier, aujourd'hui et demain. Pour que la menace ne soit plus oubliée*. Port-au-Prince, Éditions de l'Université d'État d'Haïti.
- Lucien G.-E., 2013. *Une modernisation manquée, Port-au-Prince 1915-1956*. Port-au-Prince, Éditions de l'Université d'État d'Haïti.
- Seitenfus R., 2015. *L'échec de l'aide internationale à Haïti. Dilemmes et égarements*. Port-au-Prince, Éditions de l'Université d'État d'Haïti.
- Théodat J.-M., 2008. L'autre pays en dehors : le pays lòt bòdlo. *Conjonction*, n° 219, p. 39-53.
- Théodat J.-M., 2009. L'eau dans l'État, l'État nan dlo : crise urbaine et dilution des responsabilités publiques dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, vol. 87, n° 3, p. 336-350.
- Théodat J.-M., 2011. Haïti, pouvoir, nature et culture. *Conjonction*, n° 223, p. 71-80.
- Théodat J.-M., 2013. Port-au-Prince en sept lieux. *Outre Terre*, n° 35-36, p. 123-150.
- Théodat J.-M., 2020. Haïti, dix ans après. Insularité partagée, à demi soulagée. *Le Grand Continent* [En Ligne]. <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/01/12/haiti-dix-ans-apres-insularite-partagee-a-demi-soulagee/>

AUTEUR

JEAN-MARIE THÉODAT

Jean-Marie Théodat, jmtheodat@yahoo.fr, est maître de conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, professeur à l'Université d'État d'Haïti et membre du Laboratoire Prodig. Il a dernièrement publié :

- Théodat J.-M., 2020. Haïti, dix ans après. Insularité partagée, à demi soulagée. *Le Grand Continent* [En Ligne]. <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/01/12/haiti-dix-ans-apres-insularite-partagee-a-demi-soulagee/>

a-demi-soulagée/

- Théodat J.-M., 2013. Port-au-Prince en sept lieux. *Outre Terre*, n° 35-36, p. 123-150.
- Théodat J.-M., 2011. Haïti, pouvoir, nature et culture. *Conjonction*, n° 223, p. 71-80.